MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Chine & Mongolie

Une publication du SER de Pékin
Semaine du 26 mai 2025

Chine continentale

Conjoncture (ici)

Publication du rapport de l'institut Lowy sur la position financière de la Chine sur l'aide au développement

Profit : le profit des entreprises industrielles chinoises en hausse de 1,4 % sur les quatre premiers mois de l'année

Banque et Finance (ici)

Marchés financiers : volatilité des marchés chinois et hongkongais cette semaine

Échange et politique commerciale (ici)

Climat des affaires : publication de l'enquête annuelle sur la confiance des entreprises en Chine par la EUCCC

Relation Chine-US : nouveaux échanges entre les autorités chinoises et l'administration américaine

Relations Chine-ASEAN : finalisation des négociations du CAFTA 3.0 entre la Chine et l'ASEAN

Industrie et numérique (ici)

Politique industrielle : le gouvernement préparerait une nouvelle version du plan Made in China 2025

Réseaux sociaux : la Commission conclut à titre préliminaire que TikTok enfreint le Digital Services Act

Automobile : nouvelle étape dans la guerre des prix sous l'impulsion de BYD

Semi-conducteurs : fusion à venir de deux entreprises chinoises du secteur des semi-conducteurs

Batteries : CATL lance une nouvelle batterie pour les véhicules poids lourds

E-commerce : la SAMR publie des directives pour limiter les frais abusifs des plateformes en ligne

Économie numérique : la CAC publie sa règlementation finale sur le système national d'identification en ligne

Économie numérique : la CAC renforce les mesures contre la divulgation de données personnelles

Agriculture et agro-alimentaire (ici)

Accès au marché : la reprise des exportations pour la filière avicole française vers la Chine

Agro-technologie : la Chine fixe de nouvelles lignes directrices pour le système science-technologie agricole

Actualités locales (ici)

Shanghai : Les douanes et la commission du commerce de Shanghai annoncent des facilitations pour l'importation de petits lots pour les salons et les lancements

Canton : lancement de l'alliance pour l'innovation dans l'industrie de l'IA de la GBA

Sichuan : Huawei dévoile son premier PC pliable le Matebook Fold à Chengdu

Hong Kong et Macao

Hong Kong (ici)

Hong Kong et Paris renforcent leur coopération sur les technologies innovantes de construction

Economie : Moody's relève la perspective de Hong Kong de « négative » à « stable »

Actifs virtuels : adoption d'un cadre réglementaire pour les *stablecoins*

Attractivité : AXA devient le premier assureur à transférer son siège juridique à Hong Kong sous la nouvelle réglementation

Économie : 30 mesures pour promouvoir l'économie des seniors

Fiscalité : réduction fiscale de 50 % annoncée pour certaines activités de trading de matières premières

Fiscalité : Hong Kong renforce ses contrôles fiscaux sur les fonds d'investissement

Macao (ici)

Secteur du jeu : les casinos devraient rebondir en 2026, selon CLSA

Taïwan (ici)

Finances : Taïwan annonce la création prochaine d'un fonds souverain

Relations bilatérales : après l'annonce de l'investissement de Foxconn en France, une délégation menée par le Trésor se rend à Taipei et Kaohsiung pour le Dialogue économique franco-taïwanais

Relations bilatérales : un évènement sur l'économie bleue réunit les entreprises françaises et taïwanaises à la mairie de Kaohsiung en présence de députés français

Semi-conducteurs : TSMC averti Washington que l'imposition de nouvelles mesures tarifaires sur les semi-conducteurs pourrait mettre en péril le développement de ses *fabs* en Arizona

Semi-conducteurs : Mediatek annonce la conception de puces de dernière génération 2nm pour se positionner en acteur de référence sur les infrastructures pour l'IA

Energie : moins d'un mois après la sortie effective du nucléaire de Taïwan, les députés adoptent une proposition en faveur de la tenue d'un référendum sur la reprise des opérations de la centrale nucléaire de Maanshan

Chine continentale

Conjoncture

Publication du rapport de l'institut Lowy sur la position financière de la Chine sur l'aide au développement

Le rapport de l'institut Lowy qui analyse la position financière de la Chine sur l'aide au développement est sorti.

La Chine, traditionnellement prêteuse, passe progressivement depuis 2020 au statut de « collecteur de dette » : les coûts de service de la dette sur les projets de la « Belt and Road Initiative » (BRI) des années 2010 dépassent maintenant les nouveaux déboursements de prêts. C'est particulièrement fort en 2025, puisqu'elle va recevoir 35 Mds USD de remboursement de prêts (dont 22 Mds USD de la part des pays à revenu faible), pour des engagements bien inférieurs. L'essor des prêts de l'initiative BRI a atteint son apogée au milieu des années 2010. Les conditions de prêt standard offertes par les policy banks chinoises incluent généralement une période de grâce de 3 à 5 ans sur les remboursements et une maturité de 15 à 20 ans (d'où un pic de remboursements dus en 2025)

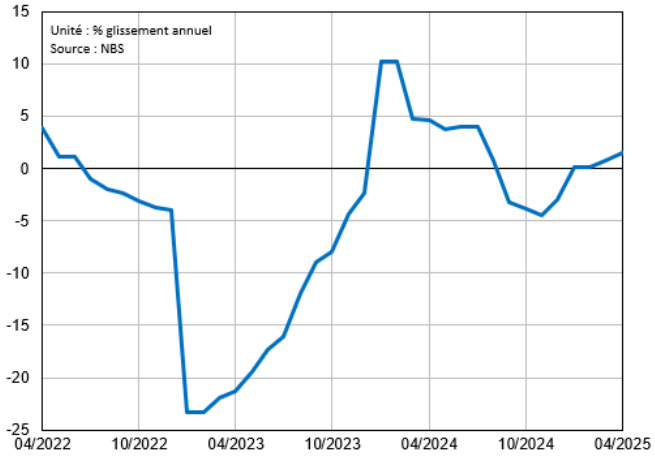
La Chine continue de financer des pays voisins (Pakistan, Kazakhstan, Mongolie) et exportateurs de minéraux critiques (Argentine, Brésil, République démocratique du Congo, Indonésie) malgré un effondrement vers le reste des pays. Les nouveaux engagements de prêts chinois se sont stabilisés à environ 7 Mds USD depuis 2019, environ ¼ du montant des années 2010.

Profit : le profit des entreprises industrielles chinoises en hausse de 1,4 % sur les quatre premiers mois de l'année

Le Bureau National des Statistiques (NBS) a publié cette semaine les chiffres du profit brut des grandes entreprises industrielles chinoises. Sur la période de janvier à avril, le profit total des entreprises industrielles s'est élevé à 2 117 Mds RMB (261 Mds EUR), en hausse de 1,4 % par rapport à la même période l'année dernière. Dans le détail, les entreprises industrielles étatiques chinoises ont vu leur profit brut baisser de 4,4 %, tandis que les entreprises privées chinoises et les entreprises étrangères enregistrent respectivement un profit en hausse de 4,3 % et 2,5 %.

En glissement annuel, le profit brut des entreprises industrielles chinoises est en augmentation de 3 %.

Graphique : Résultat opérationnel des entreprises industrielles chinoises (% g.a)



Le NBS a interrompu la publication des données du profit total agrégé des entreprises industrielles en 2022 et sur le premier semestre 2023. Le graphique ci-dessus présente le profit opérationnel (résultat opérationnel) des entreprises industrielles chinoises.

Retour au sommaire ici

Banque et Finance

Marchés financiers : volatilité des marchés chinois et hongkongais cette semaine

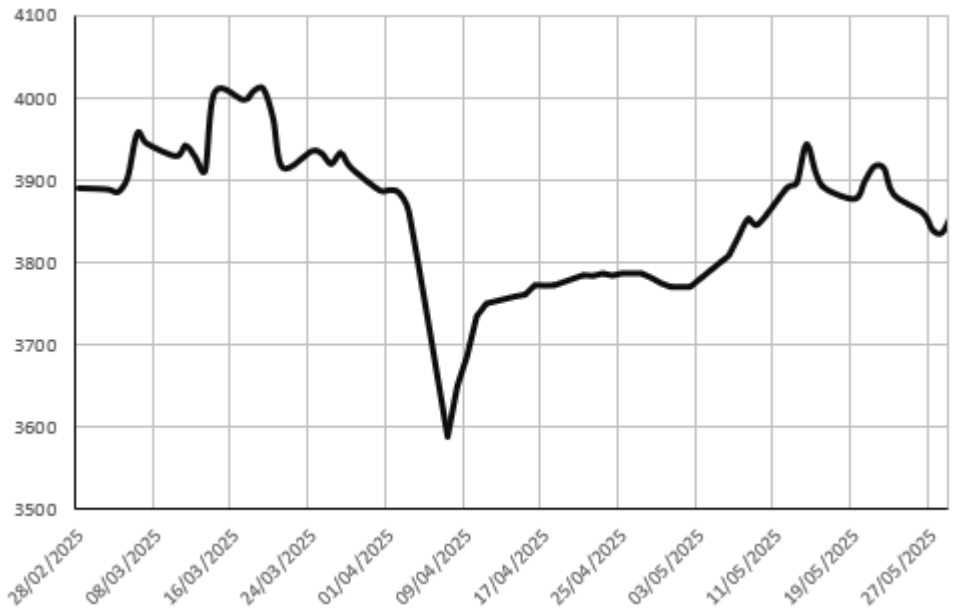
Les marchés financiers chinois et hongkongais sont en légère baisse cette semaine. Le CSI 300, les indices technologiques et le Hang Seng Index ont respectivement baissé de -1,5 %, -2,3 % et -2,4 %, malgré les données encourageantes de la profitabilité des entreprises industrielles chinoises (voir ci-dessus). La bourse de Hong Kong a, entre autre, été pénalisée par le cours de l'action BYD qui a perdu plus de 11 % (du lundi 26 au jeudi 29 mai) en raison des récentes annonces de baisse de prix sur les automobiles commercialisées, pouvant mener à la compression des marges de l'entreprise.

Plus généralement, les indices chinois et hongkongais sont revenus à leurs niveau pré- « *Liberation day* » et sont en forte progression par rapport à l'année dernière (+6,8 % pour le CSI 300 et +21 % pour le Hang Seng Index).

Tableau : Evolution des principaux indices boursiers chinois et hongkongais

Evolutions	CSI 300	SSE	SZSE	Moyenne des indices technologiques	Chinext	Star 50	BSE 50	Hang Seng Index
Depuis une semaine	-1,5%	-1,6%	-0,7%	-2,3%	-2,6%	-0,9%	-4,3%	-2,4%
Depuis un an	6,8%	7,6%	8,1%	16,1%	11,1%	34,3%	80,9%	21,0%

Graphique : Evolution du CSI 300 sur les trois derniers mois



Retour au sommaire ici

Échanges et politique commerciale

Climat des affaires : publication de l'enquête annuelle sur la confiance des entreprises en Chine par la EUCCC

Le 28 mai 2025, la Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine (EUCCC) a publié son enquête annuelle sur la confiance des entreprises étrangères en Chine.

Le rapport révèle une détérioration continue du climat des affaires, avec 73 % des entreprises européennes déclarant que faire des affaires en Chine est devenu plus difficile. Les principaux défis mentionnés incluent le ralentissement économique, les tensions géopolitiques et les barrières réglementaires. Par ailleurs, 63 % des entreprises estiment avoir manqué des opportunités en raison des obstacles croissants en matière d'accès au marché et de réglementation. La politisation des affaires et les tensions commerciales entre les États-Unis, l'UE et la Chine contribuent à renforcer le climat d'incertitude.

La confiance des investisseurs reste faible, avec seulement 17 % considérant la Chine comme une destination de premier plan pour les investissements actuels. Enfin, les entreprises ajustent leurs stratégies opérationnelles et de chaîne d'approvisionnement pour renforcer la résilience et réduire les coûts, alimentant le découplage entre les sièges sociaux et les opérations en Chine.

Relation Chine-US : nouveaux échanges entre les autorités chinoises et l'administration américaine

Le 20 mai, le vice-ministre chinois des Affaires étrangères MA Zhaoxu a rencontré le nouvel ambassadeur des États-Unis en Chine David PERDUE. MA Zhaoxu a souligné que la Chine considérait gérer les relations sino-américaines conformément aux trois principes de respect mutuel, de coexistence pacifique et de coopération gagnant-gagnant.

Le 22 mai, un appel a eu lieu entre MA Zhaoxu et le secrétaire d'État adjoint Christopher LANDAU. Ils ont notamment rappelé l'importance des relations bilatérales, échangé sur des sujets d'intérêts mutuels et ont signalé l'importance de maintenir le contact.

Relations Chine-ASEAN : finalisation des négociations du CAFTA 3.0 entre la Chine et l'ASEAN

Le ministre chinois du Commerce WANG Wentao et les dix États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ont annoncé la

semaine dernière la conclusion des négociations de la version 3.0 de la zone de libre-échange Chine-ASEAN (CAFTA 3.0).

Cette nouvelle version de l'accord de libre-échange comprend neuf nouveaux chapitres, portant notamment sur l'économie numérique, l'économie verte et la connectivité des chaînes d'approvisionnement.

Les deux parties entameront désormais leurs procédures nationales de signature et de ratification, en vue d'une signature officielle du protocole de révision du CAFTA d'ici la fin de l'année 2025.

Retour au sommaire ici

Industrie et numérique

Politique industrielle : le gouvernement préparerait une nouvelle version du plan *Made in China 2025*

Selon des informations relayées par *Bloomberg*, le gouvernement chinois préparerait une nouvelle version du plan *Made in China 2025*, sous un nom différent, pour encourager la production de biens technologiques avancés au cours de la prochaine décennie, en particulier les équipements de fabrication de puces. Par ailleurs, dans le cadre des préparatifs du quinzième plan quinquennal (2026–2031), *Bloomberg* indique que le maintien de la part de l'industrie manufacturière dans le PIB à long-terme pourrait être un objectif prioritaire des autorités chinoises.

Réseaux sociaux : la Commission conclut à titre préliminaire que TikTok enfreint le Digital Services Act

Le 15 mai 2025, la Commission européenne a publié ses conclusions préliminaires après une enquête ouverte en février 2023, reprochant à l'application TikTok de ne pas respecter l'obligation de publier un registre publicitaire permettant de détecter les publicités frauduleuses. Le *Digital Services Act* (DSA) exige des plateformes qu'elles luttent contre les contenus illégaux et nuisibles, et fournissent des informations sur les publicités. Si l'entreprise de se conforme pas aux dispositions du DSA d'ici à la publication des conclusions définitives, ByteDance, la société mère, risque une amende pouvant atteindre 6% de son chiffre d'affaires mondial.

TikTok, qui fait également l'objet d'une seconde enquête sur sa gestion des risques liés aux élections, a contesté ces conclusions.

Automobile : nouvelle étape dans la guerre des prix sous l'impulsion de BYD

Le constructeur automobile chinois BYD a annoncé des baisses de prix allant jusqu'à -34 % sur 22 modèles de véhicules électriques et hybrides jusqu'à fin juin, sur le marché chinois. Le prix de son modèle le plus accessible, *Seagull*, s'élève désormais à 55 800 RMB (6885 EUR). Selon des analystes, ces rabais pourraient permettre à BYD d'accroître ses ventes de 20 à 30% par rapport au premier trimestre, au détriment de ses marges. D'autres constructeurs ont emboîté le pas de BYD, à l'instar de Leapmotor qui a annoncé des baisses de prix de 28% et 30% sur certains modèles.

Par ailleurs, le Ministère chinois du Commerce (MofCom) organisera une rencontre avec des constructeurs automobiles, dont BYD et Dongfeng ainsi que l'Association chinoise des constructeurs automobiles (CAAM) au sujet des « voitures d'occasion » qui n'ont jamais été conduites. Selon le

président de Great Wall, cette stratégie, qui consiste à vendre sur le marché de l'occasion des voitures en réalité neuves, est mise en œuvre par certains constructeurs et concessionnaires automobiles dans l'espoir d'atteindre leurs objectifs de vente.

Semi-conducteurs : fusion à venir de deux entreprises chinoises du secteur des semi-conducteurs

Deux entreprises chinoises du secteur des semiconducteurs, Hygon (concepteur de puces) et Sugon (supercalculateurs), ont annoncé le 25 mai un plan de fusion, consolidant ainsi deux acteurs clés de la chaîne d'approvisionnement chinoise.

Cette fusion s'inscrit dans une tendance plus large de consolidation du secteur, avec dix opérations depuis début 2025. Parmi elles, l'acquisition par Naura Technology d'une participation dans Kingsemi pour 235 M USD. Ces mouvements s'inscrivent dans la stratégie chinoise de renforcement de l'autosuffisance technologique de la Chine face aux restrictions américaines.

Batteries : CATL lance une nouvelle batterie pour les véhicules poids lourds

Le leader mondial des batteries CATL a lancé une nouvelle batterie compatible avec le système d'échange de batteries pour les véhicules poids lourds électriques. CATL prévoit de construire 300 stations d'échange de batteries pour les véhicules poids lourds cette année. Par ailleurs, CATL a indiqué son intention d'augmenter ses achats auprès de ses fournisseurs qui atteignent leurs objectifs environnementaux.

E-commerce : la SAMR publie des directives pour limiter les frais abusifs des plateformes en ligne

Le 25 mai, le régulateur chinois du marché (SAMR) a publié des directives visant à limiter les frais jugés abusifs prélevés par les plateformes d'e-commerce sur les commerçants et prestataires de services. L'objectif principal est de standardiser les structures tarifaires, d'améliorer la transparence et d'éliminer les pratiques déloyales telles que la double facturation pour un même service, la facturation sans prestation effective, etc.

Ces pratiques permettraient actuellement aux plateformes de dégager des bénéfices leur permettant de maintenir des prix bas pour les consommateurs, créant ainsi un avantage concurrentiel que les plateformes sont réticentes à abandonner.

Économie numérique : la CAC publie sa règlementation finale sur le système national d'identification en ligne

L'Administration chinoise du cyberspace (CAC) a publié le 23 mai une réglementation prévoyant un système unifié d'identité nationale numérique, qui devrait entrer en vigueur le 15 juillet 2025. Il vise à offrir des services d'authentification et de vérification basés sur des documents légalement reconnus, et à renforcer les mesures contre les problématiques liées à la gestion des données personnelles.

L'application pilote, initialement appelée "Authentification d'identité réseau nationale" et plus tard renommée "Identité numérique", a subi un essai d'un an et a fait l'objet d'une consultation publique (recevant plus de 17 000 suggestions portant sur la sécurité des données, le droit des mineurs ou encore sur le caractère obligatoire ou non de ce système). Contrairement à la version précédente, la version finale de la réglementation met l'accent sur le caractère volontaire du système, avec des droits égaux garantis pour les non-utilisateurs.

Économie numérique : la CAC renforce les mesures contre la divulgation de données personnelles

L'Administration chinoise du cyberspace (CAC) a publié un avis prévoyant une politique de tolérance zéro envers le *doxing* (ou *doxxing*), une pratique malveillante impliquant l'acquisition et la divulgation illégales d'informations personnelles. La CAC prévoit d'intensifier les peines et de renforcer les mesures de protection, y compris la suppression complète des informations personnelles obtenues illégalement. Les régulateurs locaux du cyberspace et les plateformes sociales sont exhortés à renforcer leurs efforts pour combattre ce problème.

L'avis exige des principales plateformes comme Weibo, Tencent et Douyin qu'elles répriment le *doxing*. Le public est rappelé à être conscient des risques de doxing et à protéger ses informations personnelles pour maintenir un environnement en ligne « propre ». La CAC a déjà, par le passé, entrepris des efforts de rectification, supprimant les informations illégales, pénalisant les plateformes et signalant les activités criminelles aux autorités de sécurité publique.

Retour au sommaire ici

Agriculture et agro-alimentaire

Accès au marché : la reprise des exportations pour la filière avicole française vers la Chine

En marge du Dialogue économique et financier de haut niveau (DEFHN), le 15 mai, présidé par le ministre en charge de l'économie, M. Eric LOMBARD, et le vice-Premier ministre chinois, M. HE Lifeng, la ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, Mme Annie GENEVARD a signé deux protocoles pour l'exportation en Chine de viande de volaille et de génétique aviaire.

Ces protocoles viennent en application de l'accord de zonage en cas d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP), adopté en mai 2024 durant la visite d'État en France du président XI Jinping.

Deuxième producteur de volaille mondial, la Chine constitue un débouché commercial important pour la génétique française. Par ailleurs, ce pays importe aussi massivement de la viande de volaille, pour une valeur de 4,2 Md USD en 2023.

En outre, la Chine a levé de manière concomitante l'embargo qui portait sur les départements ayant connu récemment des foyers d'IAHP. En conséquence, les exportations de ces produits peuvent désormais reprendre à partir de tous les départements français.

Le déplacement en France du vice-Premier ministre a aussi fourni l'occasion de visiter un élevage bovin dans l'Eure, dans le contexte des discussions en cours, notamment pour la levée complète de l'embargo portant sur l'Encéphalopathie Spongiforme Bovine (ESB) et la fièvre catarrhale ovine (FCO).

En parallèle de ce dialogue, la China National Intellectual Property Administration (CNIPA) a franchi à une étape clef dans la procédure d'enregistrement de 74 appellations de vins de Bourgogne : la publication pour opposition sous deux mois, lancée le 16 mai, ouvre la voie à une reconnaissance et une protection officielle de ces appellations d'ici la fin de l'année 2025.

Agro-technologie : La Chine fixe de nouvelles lignes directrices pour le système de science-technologie agricole

La Chine a introduit récemment de nouvelles directives visant l'amélioration de l'efficacité globale de son système de sciences et de technologies agricoles.

Les « Avis de mise en œuvre pour l'accélération de l'efficacité globale du système d'innovation scientifique et technologique agricole » ont été publiés conjointement par le ministère de l'agriculture et des affaires rurales

(MARA) et six autres ministères, le 6 mai. Ce texte est centré sur l'objectif de modernisation agricole, soit la modernisation par l'appui des sciences et technologies agricoles, et propose une série d'initiatives. Les lignes directrices prévoient pour l'objectif d'ici 2035 la mise en place d'un système d'innovation performant qui intègre étroitement la recherche et l'industrie, cultive des entreprises de technologie agricoles compétitives à l'échelle mondiale et réalise des percées dans la technologie dites d base.

Les thématiques prioritaires sont : la sélection biologique, les machines agricoles intelligentes, l'agriculture verte et d'autres domaines technologiques clés. En termes de méthode, les lignes directrices visent à renforcer l'innovation des entreprises et à prescrire une meilleure allocation des ressources en s'efforçant de résoudre le problème de la promotion technologique du « dernier kilomètre ».

Au plan financier, sans annoncer de montants précis, les autorités chinoises augmenteront l'investissement financier et guideront la participation du capital social. Elles accorderont également des incitations fiscales et des subventions de prêt aux entreprises qui s'investissent dans les sciences et technologies agricoles. Dans le domaine de l'éducation, elles visent l'extension à grande échelle de la formation professionnelle agricole, ainsi que le déploiement les formations professionnelles agricoles en licence. En termes de protection de la propriété intellectuelle, elles renforceront la protection de l'obtention végétale et renforceront l'application de la loi sur la violation des droits d'auteur dans l'industrie des semences. S'agissant de la coopération internationale, le renforcement des mécanismes de coopération bilatérale et multilatérale, la construction des laboratoires internationaux et les échanges de scientifiques seront encouragés.

Retour au sommaire ici

Actualités locales

Shanghai : les douanes et la commission du commerce de Shanghai annoncent des facilitations pour l'importation de petits lots pour les salons et les lancements

Le 6 mai dernier, les douanes et la commission municipale du commerce de Shanghai ont conjointement annoncé un projet pilote qui vise à faciliter l'inspection de biens importés. L'administration a ainsi établi une première « liste blanche » d'entreprises bénéficiant de mesures de facilitation en matière de conformité, notamment pour les petits lots (20 pièces ou moins) destinés à des salons ou comme produits de lancement. En régime normal, les produits importés pour la première fois doivent être enregistrés, avec une inspection de l'étiquette et un examen du produit en laboratoire. Avec ces mesures de facilitation, la douane de Shanghai ne prélèvera plus d'échantillons sur ces produits et se basera uniquement sur les rapports d'essai présentés par les entreprises inscrites sur la liste blanche. Pour pouvoir prétendre à une inscription la liste blanche, les entreprises doivent être enregistrées dans la zone municipale de Shanghai et ne pas être inscrites sur une liste d'entités non fiables. Cette nouvelle procédure vise non seulement à améliorer l'efficacité des services de douanes mais également à éviter la destruction des biens hauts de gamme durant les procédures. Plusieurs entreprises françaises auraient déjà soumis une demande pour bénéficier de ce programme pilote.

Canton : lancement de l'alliance pour l'innovation dans l'industrie de l'IA de la GBA

Co-fondée par l'Université des sciences et technologies de Hong-Kong (Canton) et Huawei, cette initiative a pour but de rapprocher les centres de recherche, les universités et les entreprises pour faire du district de Nansha un pôle d'innovation international spécialisé dans l'IA. Le projet se concentrera sur 3 missions : sur le plan technologique, la priorité sera aux percées dans les domaines clés de l'IA incarnée ou l'entraînement de LLM. La zone cherche aussi à attirer des entreprises tout au long de la chaîne de valeur de l'IA pour former un cluster industriel. Des plateformes de calcul partagées, des bases de données ouvertes, des banques de scénarios d'application seront disponibles pour construire un système de services industriels complet.

Sichuan : Huawei dévoile son premier PC pliable le MateBook Fold à Chengdu

Le 19 mai, Huawei a lancé à Chengdu deux modèles de PC équipés pour la première fois du système HarmonyOS : le HUAWEI MateBook Pro et le HUAWEI MateBook Fold Ultimate Design. Annoncé comme le premier ordinateur du genre à combiner un écran OLED LTPO pliable, un système d'exploitation (HarmonyOS 5) et une puce propriétés de la marque, le HUAWEI MateBook Fold Ultimate Design marque un tournant majeur pour l'entreprise chinoise. Proposé uniquement en Chine à ce stade, le MateBook Fold se décline en deux versions : 32 Go de RAM avec 1 To (environ 3 060 €), ou 2 To (environ 3 445 €). Au vu de son positionnement tarifaire, Huawei cible clairement un public professionnel ou technophile exigeant.

La ville de Chengdu et Huawei ont signé en ce début d'année à Shenzhen un accord de coopération stratégique. Selon cet accord, les deux parties renforceront leur collaboration dans des domaines tels que l'intelligence artificielle, l'économie numérique et les villes intelligentes. L'ambition de la municipalité de Chengdu étant de conforter sa position de pôle compétitif de l'économie numérique au niveau international.

Le Plan triennal de promotion de l'économie des premiers lancements de Chengdu (2025-2027) prévoit notamment qu'à la fin de l'année 2027, la ville comptera un total de 6 500 nouveaux points de vente de diverses catégories. Le 13 mai dernier, le nouveau drone Mavic 4 Pro de DJI a ainsi été dévoilé pour la première fois à Chengdu.

Retour au sommaire ici

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Hong Kong et Paris renforcent leur coopération sur les technologies innovantes de construction

Winnie HO, Secrétaire au Logement, s'est rendue à Paris du 19 au 23 mai dans le cadre de la « Housing．I&T Initiative », pour échanger avec des responsables gouvernementaux et des acteurs majeurs du secteur, dont Bouygues-Dragages, Schneider Electric, Saint-Gobain et CDC Habitat, sur les technologies innovantes de construction. Elle a également visité des logements sociaux, des éco-quartiers, des centres spécialisés en construction intelligente et des projets de développement urbain durable.

La Secrétaire a exprimé sa volonté de voir la coopération entre Hong Kong et Paris s'intensifier autour de plusieurs axes prioritaires : l'innovation dans les technologies de construction, l'amélioration du logement public, la promotion de bâtiments écologiques, l'optimisation du bien-être des communautés.

Economie : Moody's relève la perspective de Hong Kong de « négative » à « stable »

S&P Global a de son côté confirmé la note de crédit de Hong Kong à « AA+ », mettant en avant les solides réserves budgétaires et de change de la ville, son bilan extérieur robuste et ses niveaux élevés de revenus par habitant.

Ces notations, qui indiquent un très faible risque de crédit, reflètent la résilience de l'économie et du système financier de Hong Kong, malgré les tensions commerciales mondiales. S&P a salué les politiques gouvernementales flexibles et efficaces, ainsi que la stabilité monétaire grâce au taux de change lié au dollar américain.

Le gouvernement estime que ces évaluations démontrent la confiance des investisseurs, malgré un déficit public de 10,3 Mds USD l'année dernière. Il prévoit un retour à l'excédent budgétaire à partir de 2028-2029, soutenu par les partenariats public-privé et les émissions d'obligations.

Les IPO ont connu une reprise notable en 2025, avec des fonds levés dépassant 9,7 Mds USD. Cependant, certains économistes restent prudents face aux défis persistants, notamment la faiblesse du marché immobilier et la lente progression des revenus fiscaux.

Actifs virtuels : adoption d'un cadre réglementaire pour les *stablecoins*

Le Conseil législatif a adopté la « Stablecoins Bill » le 21 mai, qui établit un régime de licences pour les émetteurs de *stablecoins* adossés à des monnaies fiduciaires (*fiat-referenced stablecoins* / FRS). La loi entrera en vigueur cette année avec des mesures transitoires pour permettre aux acteurs du secteur de s'adapter. Toute entité émettant un FRS à Hong Kong ou basé sur le dollar hongkongais devra obtenir une licence de la Hong Kong Monetary Authority (HKMA). Les émetteurs devront respecter des exigences strictes concernant la gestion des réserves, le remboursement à valeur nominale, et la conformité aux réglementations anti-blanchiment et de gestion des risques.

Eddie YUE, chef d'exécutif de la HKMA, souligne que cette régulation encouragera un développement responsable de l'écosystème des actifs numériques.

Selon le député TAN Yueheng, cette législation marque un tournant pour l'écosystème crypto-financier de Hong Kong, favorisant une innovation conforme et positionnant la région comme terrain d'essai pour l'internationalisation du renminbi numérique.

Attractivité : AXA devient le premier assureur à transférer son siège juridique à Hong Kong sous la nouvelle réglementation

AXA Hong Kong & Macau a annoncé son intention de déplacer le siège juridique de son entité hongkongaise (AXA China Region Insurance Company (Bermuda) Limited) des Bermudes vers Hong Kong à la suite de l'entrée en vigueur, le 23 mai, d'une nouvelle loi facilitant la redomiciliation des entreprises. Cette législation permet aux entreprises étrangères constituées en dehors de Hong Kong de demander leur redomiciliation à Hong Kong sans interrompre leurs activités ni perdre leur identité juridique. Le processus simplifié prévoit une approbation par le registre des sociétés dans un délai de 2 semaines, tout en accordant une période de 120 jours pour achever les procédures de radiation dans leur juridiction d'origine.

HSBC Life, leader en ventes de nouvelles polices ces trois dernières années, a salué cette loi renforçant le positionnement de Hong Kong comme centre mondial de l'assurance, tandis que Sun Life Hong Kong étudie encore ses implications.

Actuellement, 12 grands assureurs hongkongais, dont 9 dans le secteur vie, sont enregistrés dans des paradis fiscaux. L'absence de cadre légal empêchait jusqu'ici leur retour. Cette initiative soutient l'ambition de Hong Kong de devenir un hub mondial de l'assurance, alors que les ventes de polices ont atteint un record en 2024, portées par une forte demande des visiteurs de Chine continentale, qui ont investi 8 Mds USD en assurances vie et médicales en 2024 (+6,5% par rapport à 2023).

Économie : 30 mesures pour promouvoir l'économie des seniors

Le gouvernement hongkongais a dévoilé le 27 mai 30 mesures visant à développer l'économie des seniors, secteur stratégique en raison du vieillissement démographique qui touchera un tiers de la population d'ici 2043. Élaborées par un Groupe de travail dédié, ces initiatives ciblent cinq domaines : encourager la consommation des seniors, développer des produits et services adaptés, garantir la qualité des produits destinés aux seniors, optimiser les ressources financières des personnes âgées et stimuler leur participation au marché du travail.

Le Secrétaire au Commerce Algernon YAU a annoncé la création d'un écosystème de « gérontechnologie », accélérant la commercialisation des innovations et l'adoption de technologies adaptées aux seniors. Les autorités renforceront également la promotion du programme « HKMC Retire 3 », en développant le marché des rentes viagères et l'éducation financière anti-fraude pour les personnes âgées.

Fiscalité : réduction fiscale de 50 % annoncée pour certaines activités de trading de matières premières

Le secrétaire du finance Paul CHAN a annoncé un projet de loi instaurant une réduction fiscale de 50 % sur certaines activités de trading de matières premières, qui sera présenté au Conseil législatif au premier semestre 2026. Cette initiative s'inscrit dans une stratégie visant à développer un écosystème de trading de matières premières. Les quatre premiers entrepôts agréés par le London Metal Exchange (LME) à Hong Kong débuteront leurs opérations le 15 juillet 2025.

Bien que la Chine soit le premier consommateur mondial de métaux, Pékin interdit en effet aux bourses étrangères d'exploiter des entrepôts de livraison sur son territoire. L'intégration de Hong Kong au réseau de la LME répond ainsi à la demande croissante d'échanges physiques de métaux entre la Chine continentale et le reste du monde. Matthew CHAMBERLAIN, PDG du LME, filiale de HKEx, a indiqué que 85% des stocks de métaux de la bourse sont détenus en Asie. Il a mentionné un intérêt croissant des opérateurs d'entrepôts pour s'établir à Hong Kong, précisant que le LME approuve des installations indépendantes répondant à ses normes, et que le stockage à Hong Kong serait principalement destiné aux métaux de valeur comme le nickel et l'étain.

Fiscalité : Hong Kong renforce ses contrôles fiscaux sur les fonds d'investissement

Hong Kong renforce les contrôles fiscaux sur les fonds de capital-investissement / capital-risque pour réduire son déficit budgétaire. Le Département des impôts (IRD) a intensifié ses contrôles des commissions

de gestion et des intérêts portés (*carried interests*) depuis 12-24 mois, générant une hausse des demandes de conseils fiscaux.

L'IRD applique une approche rigoureuse pour les cas à haut risque, imposant les intérêts portés (considérés comme commissions de performance) à 15-16,5% et les commissions de gestion au taux standard de 16,5%. En 2023/2024, l'IRD a réalisé 422 M USD de redressements fiscaux (+27% sur un an).

En 2023, Hong Kong comptait 650 sociétés de capital-investissement/capital-risque gérant 215 Mds USD d'actifs, dont 60% de sièges régionaux. Malgré des exonérations fiscales introduites en 2021, notamment sur les intérêts portés, ces mesures n'ont pas atteint leurs objectifs en raison de conditions strictes comme la certification HKMA.

Le gouvernement prépare pour 2025/2026 des propositions élargissant les transactions éligibles et simplifiant les régimes préférentiels. Cependant, les tensions géopolitiques et le tarissement des financements internationaux compliquent la situation, tandis que des milliards de dollars de commissions de gestion continuent d'être abrités dans d'autres juridictions.

Retour au sommaire ici

Macao

Secteur du jeu : les casinos devraient rebondir en 2026, selon CLSA

La banque d'investissement, CLSA, prévoit un rebond des casinos en 2026, avec un point d'inflexion attendu dès la fin de cette année. Jeffrey KIANG, analyste chez CLSA, souligne que les consommateurs chinois resteront le moteur principal des revenus du jeu dans les prochaines années, leur propension à dépenser étant étroitement liée à l'évolution du marché immobilier chinois, dont la stabilisation est prévue au second semestre 2025. En parallèle, les offres non liées aux jeux se révèlent de plus en plus efficaces pour capter la clientèle et dynamiser l'activité des casinos.

CLSA a toutefois revu à la baisse ses projections de croissance du revenu brut du jeu pour 2025, désormais limitées à 1,8 %, en raison des performances décevantes du premier trimestre, jugées inférieures aux attentes gouvernementales.

Retour au sommaire ici

Taïwan

Finances : le président taïwanais annonce la création prochaine d'un fonds souverain

Un an après son investiture, le président LAI Ching-te a annoncé la création d'un fonds souverain dans le but *« d'exploiter les atouts de l'industrie taïwanaise, de se déployer à l'échelle mondiale et de relier les entreprises taïwanaises aux principaux marchés à l'ère de l'IA. »*. Le gouvernement prévoit de soumettre un projet de loi pour encadrer la création de ce fonds, qui sera principalement consacré aux investissements des entreprises taïwanaises à l'étranger pour les aider à s'internationaliser. En réponse aux interrogations des députés, la banque centrale de Taïwan (CBC) a indiqué s'opposer à un abondement du fonds à partir des réserves de changes. Le ministère des Finances (MOF) a estimé pour sa part qu'il conviendra d'élaborer une loi spécifique pour permettre l'émission d'obligations pour le financer, car aujourd'hui, conformément à la loi actuelle (*The Public Debt Act*), l'excédent budgétaire doit être utilisé en priorité pour réduire la charge de la dette. Quant à la gestion du fonds souverain, la CBC et le MOF ont souligné l'importance de créer une nouvelle entité dédiée. Le Conseil du développement national (NDC), a été désigné pilote du projet par le Premier ministre. Le gouvernement pourrait s'inspirer des modèles singapourien (GIC) et coréen (KIC). Une première version du projet devrait être présentée au Président LAI dès le mois prochain.

Relations bilatérales : après l'annonce de l'investissement de Foxconn en France, une délégation menée par le Trésor se rend à Taipei et Kaohsiung pour le Dialogue économique franco-taïwanais

Une délégation de la Direction générale du Trésor, de la Direction générale des entreprises et de l'Institut nationale de la propriété industrielle (INPI), présidée par Magali CESANA, directrice du Service des affaires bilatérales de la DG Trésor, s'est rendue à Taipei et à Kaohsiung du 20 au 22 mai, accompagnée par toute l'équipe du Service économique.

Trois grands enjeux figuraient à l'agenda du Dialogue économique franco-taïwanais : 1/ promouvoir la coopération franco-taïwanaise en matière d'innovation, en assurant le suivi de l'appel à manifestation d'intérêt franco-taïwanais annoncé en février et le lancement du dispositif de financement de projets bilatéraux ; 2/ assurer la promotion de la destination France, suite à l'annonce par Foxconn, Thalès et Radiall d'un investissement de plus de 250 M€ en France dans une usine de packaging avancé de semi-conducteurs ; 3/ appuyer les demandes des développeurs français en matière d'éolien offshore à Taïwan.

Deux accords de partenariat (MoU) ont été signés à cette occasion : l'un portant sur un nouveau dispositif de financement de l'innovation, l'autre sur

l'accélération des procédures de reconnaissance mutuelle des brevets (PPH), en présence du directeur général de l'INPI, Pascal FAURE.

En marge du Dialogue, la délégation a pu se rendre au salon Computex, plus grand salon d'électronique au monde, et rencontrer les exposants français, en compagnie d'une délégation de députés présidée par Guillaume KASBARIAN.

Magali CESANA a participé à un panel au cours de la soirée « French Tech Night » devant des entrepreneurs et investisseurs et a également été interviewée par la presse sur les avancées récentes des coopérations franco-taïwanaises en matière d'IA.

À Kaohsiung, 2ème ville de Taïwan, au cœur des dernières avancées industrielles en microélectronique, la délégation a pu visiter un centre de données pour l'IA construit par Foxconn et voir l'usage qui en était fait par le département des transports de la ville. Enfin, la délégation s'est rendue sur un site de recyclage de déchets industriels de Véolia pour échanger sur les enjeux de décarbonation à Taïwan.

Relations bilatérales : un évènement sur l'économie bleue réunit les entreprises françaises et taïwanaises à la mairie de Kaohsiung en présence de députés français

Une délégation organisée par la Chambre de commerce et d'industrie française de Taïwan (CCIFT) composée de 22 entreprises françaises, et soutenue par deux députés, Guillaume Kasbarian et Paul Midy, s'est rendue à Kaohsiung afin de participer à la deuxième édition des Business Dialogues le 23 mai. Le thème de cette année était : « Blue Economy : Where France Meets Kaohsiung on Sustainability ». L'évènement a permis de présenter aux services de la municipalité les expertises des entreprises françaises actives dans le secteur de l'économie bleue à Taïwan, dont Appolotech (filiale de Veolia dans le retraitement de l'eau), Suez (désalinisation de l'eau de mer), CMA-CGM (logistique durable), EDF et Crédit agricole (éolien offshore). La délégation a également pu visiter le terminal de container géré par CMA-CGM sur le port de Kaohsiung.

Semi-conducteurs : TSMC averti Washington que l'imposition de nouvelles mesures tarifaires sur les semi-conducteurs pourrait mettre en péril le développement de ses *fabs* en Arizona

Dans une lettre adressée au Département du commerce américain par l'intermédiaire de sa filiale TSMC Arizona Corp, TSMC alertait début mai que l'imposition de nouveaux tarifs douaniers sur les semi-conducteurs taïwanais pourrait réduire la demande globale et soulignait que « la baisse de la demande pourrait engendrer une incertitude quant au calendrier de construction et d'exploitation de nos usines en Arizona. Elle pourrait également compromettre la

capacité financière de TSMC à exécuter son ambitieux projet en Arizona dans les délais impartis ». L'avertissement répondait à une sollicitation du Département du commerce qui a récemment lancé une enquête sur les importations de semi-conducteurs, en prévision d'une éventuelle imposition de cette catégorie de produits. Ainsi, TSMC demande que l'exemption tarifaire qui concernait jusqu'à présent les semi-conducteurs et tout produit contenant des semi-conducteurs soit maintenue pour ne pas nuire au développement de son activité aux Etats-Unis.

Pour rappel, alors que Trump menaçait d'imposer des droits de douane allant jusqu'à 100% sur les semi-conducteurs en provenance de Taïwan lors de sa campagne, TSMC avait annoncé début mars renforcer sa présence en Arizona, portant son investissement initial de 65 Mds USD à 165 Mds USD, soit le plus important investissement étranger en date sur le sol américain.

Semi-conducteurs : Mediatek annonce la conception de puces de dernière génération 2nm pour se positionner en acteur de référence sur les infrastructures pour l'IA

À l'occasion du salon Computex 2025, l'entreprise taïwanaise de conception de semi-conducteurs Mediatek, 5ème mondiale sur ce créneau, a annoncé la sortie d'un design de puces 2nm pour le mois de septembre, avant leur mise en production dans les fonderies de TSMC courant 2026. Cette annonce souligne la volonté de Mediatek de faire face aux besoins d'efficience énergétique et de performance croissants de l'intelligence artificielle en se maintenant dans la course à la miniaturisation des puces. Avec Intel, AMD ou Qualcomm, Mediatek est l'une des rares entreprises, et la première taïwanaise, à avoir annoncé des avancées significatives dans la conception de puces 2nm. Initialement spécialisée dans les puces pour téléphones portables, l'entreprise mise sur l'élan entraîné par l'IA dans le secteur de l'électronique pour se diversifier, à l'image de son partenariat avec Nvidia dans la production de leur nouvel ordinateur IA DGX Spark.

Energie : moins d'un mois après la sortie effective du nucléaire de Taïwan, les députés adoptent une proposition en faveur de la tenue d'un référendum sur la reprise des opérations de la centrale nucléaire de Maanshan

Le Parlement taïwanais (Yuan législatif) a adopté une proposition soutenue par l'opposition KMT et le TPP visant à organiser un référendum sur le redémarrage de la centrale nucléaire de Maanshan, centrale située au Sud de l'île et qui vient d'être arrêtée le 17 mai 2025, suite à l'expiration de la licence d'exploitation de son dernier réacteur, après 40 ans de service.

La population sera appelée aux urnes le 23 août 2025 pour répondre à la question suivante : « Êtes-vous d'accord pour que la troisième centrale nucléaire continue de fonctionner, sous réserve de la confirmation par l'autorité compétente qu'il n'y a pas de risques de sûreté ? ». Le résultat du référendum sera publié le 29 août 2025.

C'est la deuxième fois ce mois-ci que les députés sont appelés à se prononcer sur la question du nucléaire avec un premier vote le 13 mai en faveur du prolongement de la durée de vie des centrales sur une durée de 60 ans maximum.

Le mix électrique de l'île en mars 2025, était composé à 81,3 % d'énergies fossiles : gaz (45,4 %), charbon (34,4 %) et fuel (1,5 %), contre 14,3 % d'énergies renouvelables et 3,3% de nucléaire.

Retour au sommaire ici

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Pékin
christian.gianella@dgtresor.gouv.fr, hannah.fatton@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pékin

Abonnez-vous : arthur.quinquennet@dgtresor.gouv.fr